

Suivi régional de la relance de l'économie de la filière Construction

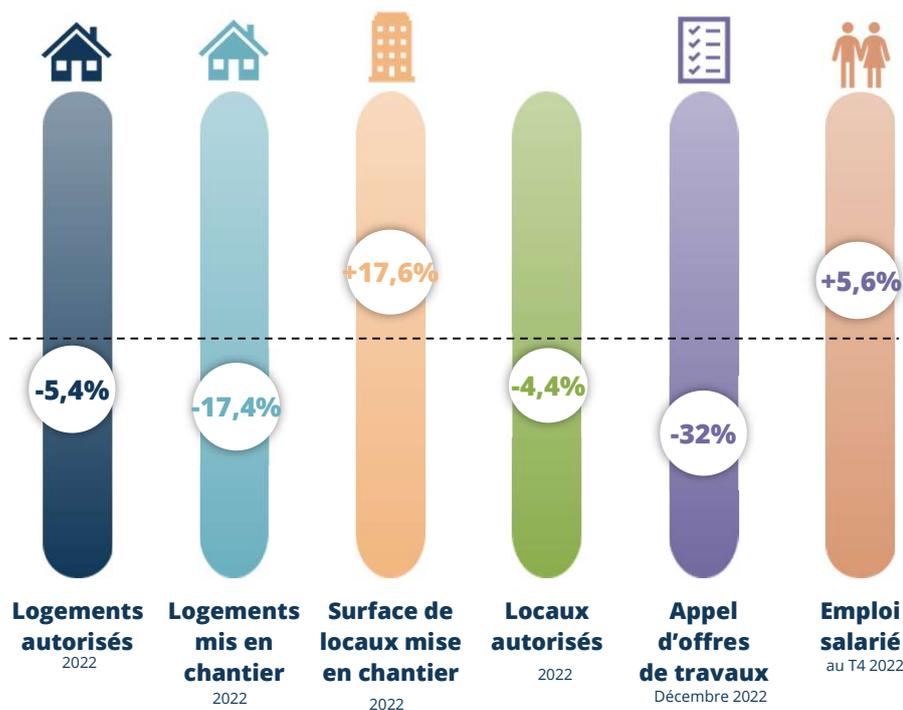
Avec la succession de crises sanitaires et géopolitiques, il convient de suivre la capacité à rebondir de la filière à La Réunion.

La CERBTP, en tant qu'observatoire de la filière construction, a donc adapté ses outils de suivi de l'activité économique à cet enjeu. Le présent document fait état des différents indicateurs conjoncturels de l'activité du BTP.

Vue d'ensemble

Niveau d'activité de décembre 2022 comparé au niveau de décembre 2021 (à la même période)

Unité : taux de réalisation | Traitement : CERC | Sources : SDES - DEAL, Réseau des CERC, vecteur +; CCP BTP



Résumé : Le secteur de la construction continue d'évoluer à un rythme ralenti vers la fin de l'année 2022. En effet, le nombre de logement autorisés et mis en chantier ont diminué respectivement de 5,4 % et 17,4 %. Le nombre de consultations de travaux suit la même tendance avec une baisse de 32 % en décembre 2022 comparé au même mois l'année d'avant. Toute fois, une augmentation de l'emploi salarié de 5,6 % est à noter, ainsi qu'une augmentation de 17,6 % des surfaces de locaux mis en chantier.

1 | Quel niveau d'activité aujourd'hui ?

En 2022, Le nombre de logements mis en chantier a diminué de 17,4 % par rapport à l'année précédente. Les logements individuels purs sont en recul de 6,85 % tout comme les logements collectifs de 20,7 % et les logements individuels groupés de 29,09 %. En décembre 2022, le cumul des mises en chantier des bâtiments non résidentiels sont mieux orientées qu'en décembre 2021 avec une hausse de 17,6 %. Cette hausse est portée majoritairement par les bâtiments privés de type hébergement hôtelier et exploitations agricoles ou forestières.

► Dans la construction neuve

Les ouvertures de chantier

Évolution du nombre de logements mis en chantier Unité : %

d'évolution par rapport à la même période n-1



-17,4%

de logements mis en chantier en 2022 par rapport à 2021

En cumul sur 12 mois, 6 460 logements auraient démarré (janvier 2022 à décembre 2022). C'est 17,4 % de moins qu'à la même période en 2021.

Source : Deal Réunion SDES - Sit@del2 en date réelle estimée, estimations à fin janvier 2023

Évolution des surfaces de locaux mis en chantier

Unité : % d'évolution par rapport à la même période n-1



+17,6%

De surface de locaux mis en chantier en 2022 comparativement à 2021.

En cumul sur 12 mois, 368 490 m² de locaux ont été mis en chantier (janvier 2022 à décembre 2022), soit 17,6% de plus qu'à la même période en 2021.

Source : Deal Réunion SDES - Sit@del2 en date réelle estimée, estimations à fin janvier 2023



► Dans la rénovation / réhabilitation

Dispositif MaPrimRénov - Janvier 2021 à Avril 2022

De janvier 2021 à avril 2022, MaPrimRénov (MPR) a concerné 4 815 foyers réunionnais et 9,8 M€ de primes MaPrimRénov ont été engagés. L'ensemble de ces aides a permis d'engager 17,2 M€ de travaux. Le taux d'aide moyen MaPrimRénov' couvre 57% des coûts des travaux.

► Bilan global/ chiffres-clefs Indicateur en cours d'actualisation

9,8 M€

**D'AIDES MAPRIM'RENOV
ENGAGEES EN 2021**

57%

**DES MONTANTS DES
TRAVAUX ONT ÉTÉ
FINANCÉS par MPR**

17,2 M€

DE TRAVAUX GENERES

4 893

**CHANTIERS CONCERNÉS
PAR LE DISPOSITIF**

4 815

MENAGES BENEFICIAIRES

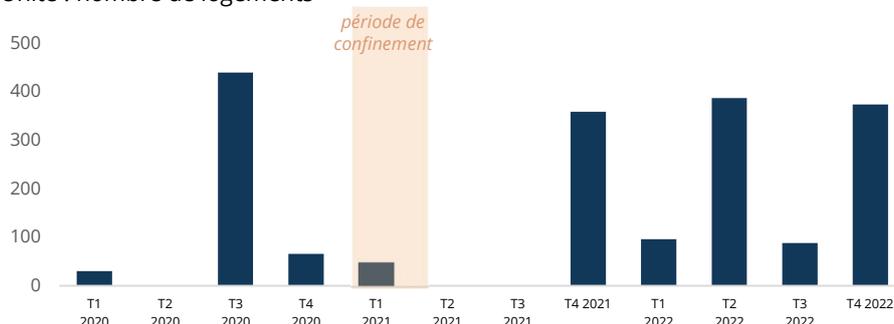
2 003 €

**MONTANT MOYEN MPR
PAR TRAVAUX**

Réhabilitation lourde des logements sociaux

Évolution des mises en chantier des opérations de réhabilitation du parc locatif social

Unité : nombre de logements



374

logements démarrés au 4^{ème} trimestre 2022

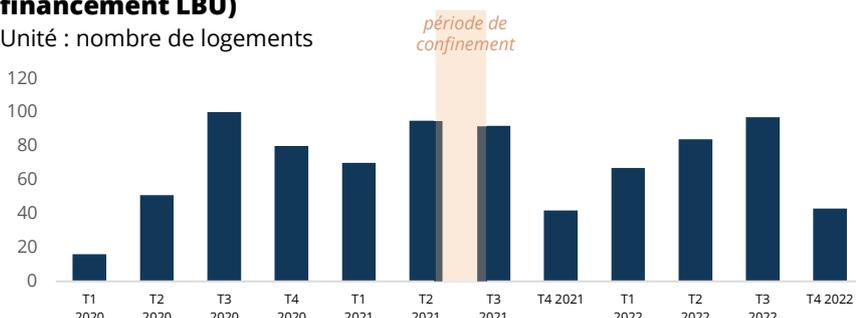
Au 4^{ème} trimestre, 374 logements ont fait l'objet de travaux de réhabilitation. En 2022, les démarrages de chantier de réhabilitation (financement LBU) ont plus que doublé (131,1%), soit 945 démarrages recensés.

Source : Deal Réunion SHLS, CERBTB (données 2022 provisoires)

Rénovation/ amélioration de l'habitat privé (propriétaires occupants)

Évolution des mises en chantiers des opérations d'amélioration (propriétaires occupants - financement LBU)

Unité : nombre de logements



-55,7%

de logements améliorés au 4^{ème} trimestre 2022

Au 4^{ème} trimestre, 43 logements ont fait l'objet de travaux d'amélioration. Cela représente une baisse de 55,7 % par rapport au trimestre précédent. En moyenne sur l'année 2022, le nombre d'amélioration a reculé de 3%.

Source : Deal Réunion SHLS, CERBTB (données 2022 provisoires)

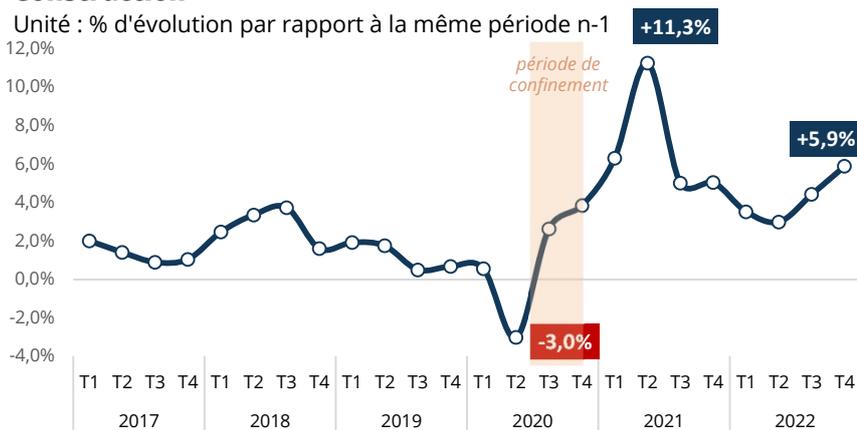


2 | Quels impacts sur l'emploi et la santé des entreprises ?

L'emploi

A la fin du quatrième trimestre 2022, l'emploi des salariés permanents enregistre une progression par rapport au trimestre précédent. Le secteur du BTP a de plus en plus tendance à recourir à l'emploi intérimaire. En effet, le nombre d'intérimaires n'a cessé d'augmenter en 2022 et une hausse de 21% est observée entre décembre 2022 et décembre 2021. De manière corrélée, le niveau des demandeurs d'emploi se replie nettement au T4 2022, soit 16,2% demandeurs d'emploi de moins comparé au T4 2021.

Évolution trimestrielle de l'emploi salarié dans la Construction

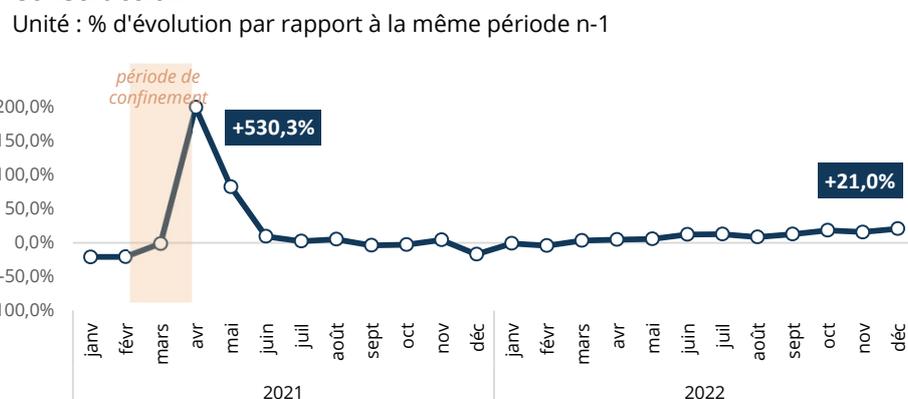


+5,9%

de salariés dans la construction au 4^{ème} trim. 2022 par rapport au 4^{ème} trim. 2021

Au 4^{ème} trimestre 2022, l'effectif salarié est en progression de +5,9% par rapport à la même période l'année précédente. La baisse enregistrée au 2^{ème} trimestre 2020 fait état d'une mauvaise remontée d'information des effectifs par les entreprises lors du confinement. Elle ne traduit pas une destruction d'emploi sur la période.

Évolution mensuelle de l'emploi intérimaire dans la Construction



+21,0%

d'intérimaires dans la Construction en décembre 2022 par rapport à décembre 2021.

En décembre 2022, l'emploi intérimaire est en progression par rapport à l'année précédente pour la même période avec 973 intérimaires. La situation post crise sanitaire démontre un rattrapage notable si bien que le niveau d'emploi intérimaire a atteint son pic avec 1 393 intérimaires au T4 2022.

Source : DARES (données brutes - ETP)

Évolution trimestrielle des demandeurs d'emploi en fin de mois en catégorie A dans la Construction



-16,2%

de demandeurs d'emploi recherchant un métier Construction à la fin 4^{ème} trim. 2022 par rapport à fin 4^{ème} trim. 2021

L'année 2022 est marquée par la régression du nombre de demandeurs d'emplois.

Source : Pôle emploi-DARES, STMT (Statistiques Mensuelles du marché du travail). Données brutes



La dynamique d'entreprises

En ce qui concerne le secteur de la construction, on enregistre 233 créations d'entreprises au T4 2022, soit une hausse de 12,6 % comparé au même trimestre un an auparavant. Au total, 1 153 entreprises ont été créées en 2022 soit 7,35% entreprises créées de plus par rapport à 2021.

Au 4^{ème} trimestre 2022, le niveau des défaillances d'entreprises évolue à la hausse, soit 53 entreprises défaillantes enregistrées.

Évolution trimestrielle des créations d'entreprises de Construction en région

Unité : % d'évolution par rapport à la même période n-1



Source : INSEE (données brutes)

+12,6%

de créations d'entreprises au 4^{ème} trim. 2022 par rapport au 4^{ème} trim. 2021

Comparé aux autres secteurs, le secteur de la Construction a connu la plus faible progression (+12,6%) juste après le secteur du Commerce, Transport, Hébergement et Restauration (+5,6%) entre T4 2022 et T4 2021,

Évolution trimestrielle des défaillances d'entreprises de Construction en région

Unité : % d'évolution par rapport à la même période n-1



Source : Banque de France (données brutes)

+17,8%

de défaillances d'entreprises au 4^{ème} trim. 2022 par rapport au 4^{ème} trim. 2021

Le 4^{ème} trimestre 2022 enregistre plus de défaillances d'entreprises qu'à la même période en 2021 (+17,8%).

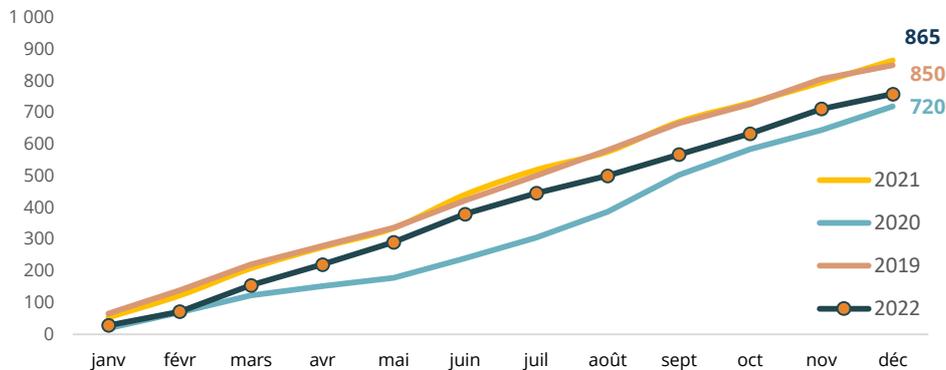
Avertissement banque de France : la baisse des défaillances n'indique pas une réduction du nombre d'entreprises en difficulté car elle résulte : en premier lieu, de l'impact momentané qu'ont eu à la fois la période de confinement sur le fonctionnement des juridictions commerciales et les évolutions réglementaires qui ont modifié temporairement les dates de caractérisation et de déclaration de l'état de cessation de paiements ; en second lieu, de l'ensemble des mesures de soutien qui apportent des aides de trésorerie ou permettent aux entreprises de réduire ou retarder le paiement de certaines charges, et donc le risque de faire défaut sur ces paiements (mesures d'activité partielle, prêts garantis par l'État avec remboursements différés, fonds de solidarité, moratoires, etc.).

3 | Quelles perspectives de relance pour le secteur ?

► Evolution du nombre d'appels d'offres

Évolution cumulée du nombre de marchés de travaux publiés en région

Unité : nombre de marchés



Source : vecteur +, CERBTB, chiffres révisés mensuellement nets d'annulation/de mise en attente/correctifs

*pour 2022 données au 12/2022

-10,7%

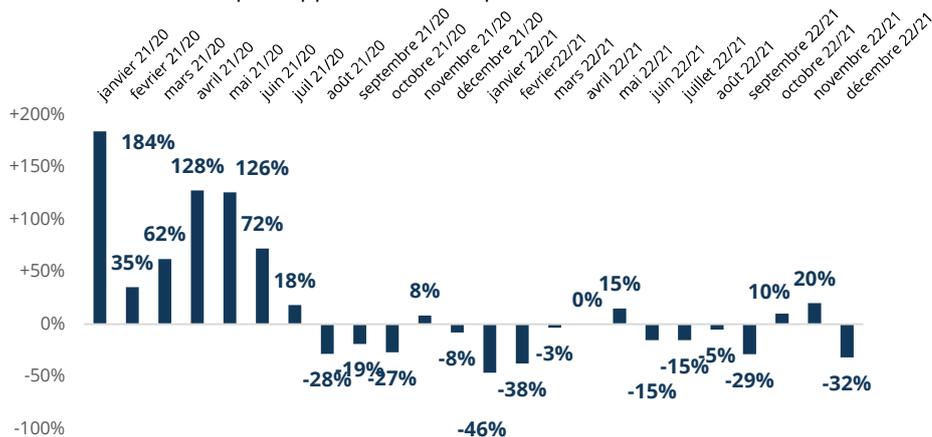
d'appels d'offres de travaux publiés en cumul de janvier à décembre 2022 par rapport à la même période de 2021

A fin décembre 2022, 759 consultations de travaux ont été recensées, ce qui représente un niveau supérieur à 2020 comparativement à la même période, mais 10,7% de moins par rapport à décembre 2021.

À fin décembre 2021, 865 consultations de travaux avaient été recensées contre 720 à la même période l'année précédente. (+20%)

Évolution du nombre de marchés de travaux publiés en région

Unité : % d'évolution par rapport à la même période n-1



-32%

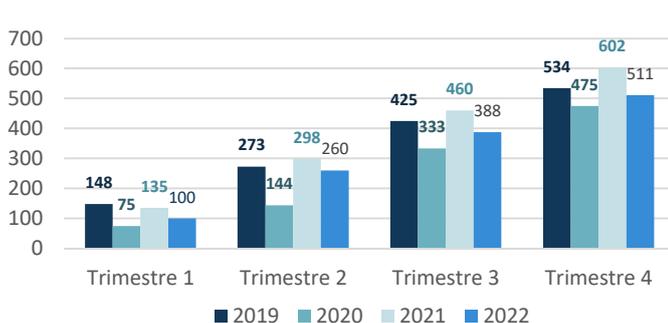
d'appels d'offres publiés en décembre 2022 comparativement à décembre 2021

Avec -32% d'appel d'offres, le mois de décembre a été clôturé de manière moins dynamique que celui de décembre 2021.

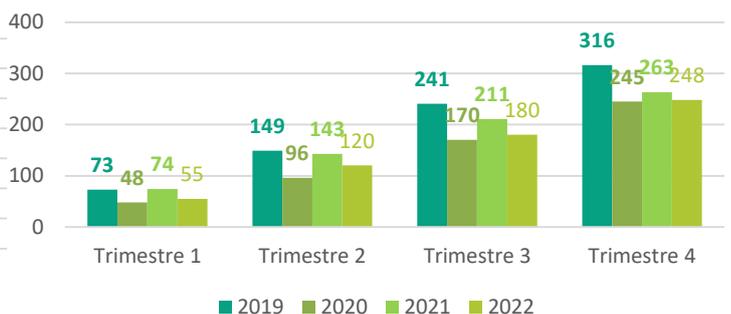
A l'exception du mois de décembre 2022, la fin d'année enregistre plus de consultations de travaux que la fin d'année 2021.

Source : vecteur +, CERBTB, données au 12/2022

- Comparaison du nombre d'appels d'offres publiés dans le bâtiment (en cumul) - Évolution pour le même trimestre entre 2020/2019 - 2021/2020 et 2022/2021



- Comparaison du nombre d'appels d'offres publiés dans les travaux publics (en cumul) - Évolution pour le même trimestre entre 2020/2019 - 2021/2020 et 2022/2021



Source : vecteur +, CERBTB, *T2 2022: données au 12/2022



En 2022, le nombre de logements autorisés a diminué de 5,4 % par rapport à l'année précédente. Les logements individuels purs et groupés varient avec respectivement -12,7 % et -5,34 %. Seuls les logements collectifs sont restés stables (+0,24%).

En 2022, les mises en chantier des bâtiments non résidentiels sont moins bien orientées avec une baisse de 4,4 % par rapport à l'année précédente. Cette baisse est portée majoritairement par les services publics de santé et d'action sociale (respectivement -82 % et -25 %).

► Autorisations de construire

Évolution du nombre de logements autorisés en région

Unité : % d'évolution par rapport à la même période n-1



-5,4%

de logements autorisés en 2022 par rapport à 2021.

En cumul sur 12 mois, 7 950 logements ont obtenu un permis de construire (janvier 2022 à décembre 2022). Cela représente un recul de 5,4%.

Source : Deal Réunion SDES - Sit@del2 en date réelle estimée, estimations à fin janvier 2023

Évolution des surfaces de locaux autorisés

Unité : % d'évolution par rapport à la même période n-1



-4,4%

de surface de locaux autorisés en 2022 par rapport à 2021.

En cumul sur 12 mois, les surfaces autorisées ont représenté 348 860m² (janvier 2022 à décembre 2022). Elles ont diminué de 4,4% par rapport à 2021 (janvier 2021 à décembre 2021).

Source : Deal Réunion SDES - Sit@del2 en date réelle estimée, estimations à fin janvier 2023



Avec le concours des membres de la CERBTP :

Membres de droit : Etat (Préfecture, DEAL) , FRBTP, UNICEM, CAPEB

Membres adhérents : ADEME, ADIR, AGORAH, ARMOS, CDC, CEPAC, CERQUAL, CINOR, CIVIS, CMAR, COPREC, EDF, EPFR, FPIR, Région Réunion, SERR, SICR, TCO, COMITE DES ASSUREURS, SPIR, CGSS

Membres associés : DEETS, INSEE, CESER

Et du GIE Réseau des CERC :



CERC La Réunion/ CERBTP
02 rue Juliette DODU- CS 41009- 97443 St Denis CEDEX 9
02-62-40-28-16 | cerbtp@i-carre.net
www.btp-reunion.net

CER_{btp}
CELLULE ECONOMIQUE DU BTP
DE LA REUNION

